

La politique, jeux et enjeux. Action en société, action publique et pratiques démocratiques, de Raymond Hudon et Christian Poirier, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2011, 471 p.

Mamadou Lamine Sarr

Volume 31, numéro 3, 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1014967ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1014967ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sarr, M. L. (2012). Compte rendu de [*La politique, jeux et enjeux. Action en société, action publique et pratiques démocratiques*, de Raymond Hudon et Christian Poirier, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2011, 471 p.] *Politique et Sociétés*, 31(3), 136–138. <https://doi.org/10.7202/1014967ar>

méta-normes qui posent les grandes bases de la gouvernance contemporaine dans ses différentes manifestations. Il identifie deux méta-normes, l'autonomie et la responsabilité individuelles, et explique comment ces normes transcendantes et intériorisées représentent la force, plutôt que la faiblesse, des systèmes de gouvernance des sociétés occidentales.

Dans son ensemble, *Gouvernance et normativité* présente des arguments théoriques originaux et captivants, qui détonnent de la littérature existante sur la gouvernance aux tendances plutôt empiriques et positivistes.

Sébastien Jodoin
Université Yale
 sebastien.jodoin@yale.edu

La politique, jeux et enjeux. Action en société, action publique et pratiques démocratiques, de Raymond Hudon et Christian Poirier, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2011, 471 p.

Indubitablement, cet ouvrage est une réponse aux idées reçues qui façonnent l'image peu reluisante dont jouit la politique en général dans la société. En effet, les auteurs, Raymond Hudon, professeur titulaire de science politique à l'Université Laval, et Christian Poirier, professeur adjoint à l'Institut national de la recherche scientifique – Urbanisation Culture Société, livrent un plaidoyer pour l'activité politique en présentant son évolution et en soulignant son caractère pacificateur dans les conflits inéluctables, voire indispensables à toute société démocratique. Dans ce livre à portée pédagogique mais qui s'adresse également à tout citoyen s'intéressant à la chose politique, Hudon et Poirier développent leurs arguments autour de trois grandes parties qui font respectivement référence à la politique, aux acteurs de la politique et enfin aux conditions auxquelles elle s'exerce.

Dans la première partie qui regroupe les deux premiers chapitres, les auteurs s'adonnent à un exercice de conceptualisation de la politique. Le premier chapitre est l'occasion pour les auteurs de mettre en perspective

l'importance de la politique dans le sens où elle permet, par le compromis, de négocier les conflits sociaux et politiques qui surgissent de la « diversité et de la divergence des intérêts » (p. 58) dans la société. Après une riche revue de littérature, ils finissent par définir la politique comme une « activité sociale qui, partant de la reconnaissance de la diversité, vise l'intégration ordonnée des différences grâce à la négociation de compromis entre acteurs désireux de convertir leurs rapports conflictuels en procédures de gestion méthodique de leurs désaccords » (p. 53). Dans le deuxième chapitre, Hudon et Poirier soulignent que les rapports conflictuels dénotent aussi des relations de pouvoir entre acteurs. Ils définissent le pouvoir comme cette « capacité d'un acteur à réaliser ses intérêts propres dans le cadre de relations avec d'autres acteurs » (p. 75). La fonction de la politique de régler les conflits politiques qui sont issus des rapports d'inégalité nécessite deux choses essentielles. D'abord, une structuration des intérêts à travers une organisation, c'est-à-dire un cadre collectif de défense des intérêts particuliers. De plus, le rapport entre organisations cherchant le compromis est régi par une reconnaissance et une légitimité mutuellement acceptées. Ensuite, l'action politique doit s'exercer autour d'une « institutionnalisation » et d'une « constitutionnalisation » (p. 86). L'institutionnalisation est une transformation évolutive d'un mouvement vers une entité mieux structurée, mieux intégrée et surtout jouissant d'une plus grande reconnaissance. Elle assure donc la légitimité des différents acteurs politiques tout en leur conférant de nouvelles responsabilités dans le maintien de l'ordre social. La constitutionnalisation quant à elle assure la légalité des actions des acteurs par l'émission de règles et de lois.

Dans la deuxième partie qui comporte six chapitres, Hudon et Poirier s'intéressent à la nature et à la forme des principales forces politiques en allant de la moins institutionnalisée (mouvement social) à la plus institutionnalisée (l'État). En effet, du chapitre 3 au chapitre 8, les auteurs passent en revue respectivement les mouvements

sociaux, les classes sociales, les groupes d'intérêt, les élites, les partis politiques et enfin l'État. Chacune de ces forces politiques fait l'objet d'une analyse tant dans sa représentation que dans son rapport avec les institutions et avec les autres acteurs politiques. Premières formes d'illustration du conflit comme relation entre dominants et résistants, les mouvements sociaux situés souvent à la marge du processus institutionnel (mouvements étudiant, féministe, altermondialiste, entre autres) et les classes sociales se caractérisent par leur virtualité, contrairement aux groupes d'intérêt, aux partis politiques et à l'État qui représentent une forme plus concrète de l'action politique. Chacune de ces forces politiques est en mutation tant dans sa nature que dans ses actions et participe à l'expression des intérêts particuliers et communs dans un cadre bien défini et bien réglementé, donc participe à la bonne gestion du conflit en société et à la consolidation de la démocratie.

Dans la dernière partie regroupant les chapitres 9 à 12, Hudon et Poirier ont choisi d'aborder quatre aspects qui semblent influencer non seulement l'activité politique, mais aussi les forces politiques, à savoir « la technocratisation, la médiatisation, la mondialisation et la judiciarisation » (p. 309). Des mouvements sociaux à l'État, toutes les forces politiques ont souvent, même toujours, recours à la science et à la technique pour justifier (par rapport aux autres forces politiques et à l'opinion publique) leurs actions dans la réalisation de leurs intérêts. Cette technocratisation, c'est-à-dire « cette tendance à prendre le savoir et la technique comme fondements de la légitimité des décisions » (p. 315), a fini par attribuer une place prépondérante aux experts non seulement dans le débat social, mais aussi au sein des forces politiques, comme le montre notamment la place des technocrates dans l'appareil étatique. S'ils reconnaissent une grande capacité d'influence aux médias à travers leur fonction première qui est d'informer, Hudon et Poirier ne considèrent pas qu'ils constituent un quatrième pouvoir, car ils n'ont pas « l'autorité de la décision politique » (p. 344). Ils croient que

les médias « médias contribuent tout de même à la propagation de l'idéologie dominante du marché et, ainsi, ils font écho aux relations de pouvoir en société plus qu'ils ne les créent » (p. 348). Malgré leur caractère de plus en plus commercial qui a fini par transformer la politique en spectacle, les médias, à l'image des nouvelles technologies de l'information et de la communication comme Internet, représentent un acteur important de la démocratie, notamment du fait qu'ils constituent un espace d'expression et de reconnaissance pour les forces politiques. Concernant la mondialisation, Hudon et Poirier s'opposent à l'idée selon laquelle elle serait à l'origine de la marginalisation des États. Plutôt qu'une absorption de l'État par la mondialisation, l'imbrication du national et de l'international illustre une évolution de l'État, évolution qui trouve ses racines dans les changements qui s'opèrent au sein de l'État-nation. Quant à la judiciarisation, sous le sceau de la démocratie et des droits de l'homme, elle tend de plus en plus à devenir l'interaction qui gère les différends en société, au grand dam de la politique. En effet, dans la défense de leurs intérêts, les acteurs politiques ont de plus en plus recours au processus judiciaire, au détriment de la négociation et du compromis. Le judiciaire gagne en prépondérance sur le législatif et, par conséquent, c'est l'équilibre démocratique qui se trouve menacé.

Richesse et pertinence sont les deux mots qui illustrent le mieux cet ouvrage. D'abord, richesse et pertinence au niveau bibliographique. À la fin de chaque chapitre, les auteurs présentent une bibliographie avec un nombre impressionnant d'auteurs. Ce livre permet à tout étudiant de se familiariser avec les grands auteurs et les grandes théories de la sociologie politique. Richesse et pertinence ensuite dans les idées et dans la tentative de réhabilitation de la politique. Ce livre s'inscrit aussi dans l'actualité politique, que ce soit au Canada ou dans d'autres grandes démocraties. Raymond Hudon et Christian Poirier ont signé un ouvrage de référence en science politique, qui plus est en français, et c'est certainement ce qu'a voulu témoigner l'Association canadienne

de science politique en lui décernant le prix Donald-Smiley 2012 du meilleur livre publié en français sur un sujet traitant de la politique ou du gouvernement au Canada.

Mamadou Lamine Sarr
Département de science politique,
Université Laval
 mamadou-lamine.sarr.1@ulaval.ca

La politique étrangère des grandes puissances – L'impossible convergence des intérêts, sous la dir. de Karine Prémont, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2011, 438 p.

Sous la direction et l'initiative de Karine Prémont, cet ouvrage, publié au lendemain même des changements majeurs observés en Afrique du Nord ainsi qu'au Moyen-Orient au début de l'année 2011, regroupe onze chapitres dans lesquels divers auteurs se penchent sur l'épineuse question de l'analyse de la politique étrangère des grandes puissances. D'emblée, la préface de Louis Balthazar souligne l'objectif de l'ouvrage, soit de fournir un manuel francophone sur la politique étrangère pouvant servir autant aux étudiants de premier cycle universitaire qu'à ceux qui désirent se familiariser avec cette discipline. Il est donc essentiel que le lecteur garde en tête cet objectif ultime, réitéré dans l'introduction de Karine Prémont, qui est de rendre accessible la compréhension de l'analyse de la politique étrangère.

Ce livre se divise en deux parties : la première concerne les éléments théoriques de la politique étrangère, tandis que la deuxième partie se penche sur cinq études de cas, permettant ainsi une analyse appliquée de cette discipline. Le premier chapitre vise à comprendre de quelle façon certaines théories des relations internationales considèrent les questions de politique étrangère. En ce sens, ce sont les théories dites *mainstream* qui sont analysées, soit le réalisme, le libéralisme et le constructivisme. L'auteur, Sébastien Barthe, cerne exclusivement ces trois théories en raison de leur « hégémonie » depuis les vingt dernières années dans la discipline des relations internationales (RI), délaissant

la théorie marxiste. Ce chapitre nous apparaît essentiel car il permet de poser le cadre théorique (situé, dans ce cas-ci, à la fin de la guerre froide) dans lequel évolue l'analyse de la politique étrangère. La conclusion de l'auteur pose une critique en énonçant les limites rencontrées lors de la transformation de ces trois approches en une « feuille de route » de la politique étrangère. Si le deuxième chapitre dresse une liste exhaustive des acteurs de la politique étrangère, le troisième chapitre quant à lui questionne plutôt les composantes dites internes des États dans la formulation de leur politique étrangère. Précisément, Victor A. Béliveau énonce trois composantes internes déterminantes, soit l'histoire, la politique nationale et la géographie, relativement à l'analyse de la politique étrangère de chaque État. Si ces trois premiers chapitres façonnent la base de la compréhension de l'analyse de la politique étrangère, Charles-Philippe David amorce le quatrième chapitre en démontrant qu'il est impossible d'éclaircir les changements dans le système international par les seules explications en provenance des théories des RI. En effet, la thèse de l'auteur, basée sur l'analyse décisionnelle, est illustrée par l'exemple de la prise de décision de l'administration de George W. Bush. Cela reprend, sous une autre forme, la question initialement posée par Karine Prémont : comment se fait-il que Zine el-Abidine Ben Ali quitte rapidement le pouvoir en Tunisie au moment des manifestations populaires, alors que Mouammar Kadhafi, sensiblement confronté à la même situation, « s'accroche » à la tête de la Libye ? Indéniablement, cet ouvrage met à jour les nouvelles formes d'analyse de la politique étrangère. En effet, certains chercheurs (dont C.-P. David) étudient l'intégration des variables multi-causales telles que la psychologie ou la gestion pour comprendre l'environnement social des décideurs, proposant ainsi une analyse de la politique étrangère basée sur le *facteur humain*.

Dans la deuxième section, celle de l'application de l'analyse de la politique étrangère, les auteurs énoncent cinq études de cas, tout en utilisant les outils théoriques de la première partie de l'ouvrage. Si Bar-